

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 décembre 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la protection
de l'internet ouvert**

(déposée par M. Peter Dedecker et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 december 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de bescherming
van het open internet**

(ingediend door de heer Peter Dedecker c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'internet a, sur la vie quotidienne, un impact considérable, qui est encore parfois sous-estimé. Dans les économies développées, l'internet a contribué en moyenne à 21 % de la croissance annuelle du produit intérieur brut. Ce moyen de communication offre des perspectives économiques considérables dans le secteur des télécommunications ainsi qu'en dehors de celui-ci. Des transformations fondamentales, qui englobent toute la chaîne de valeurs, sont rendues possibles dans pratiquement tous les secteurs. Cela vaut non seulement pour la commercialisation de produits et de services, mais également pour leur conception, leur développement et leur distribution. L'internet a par ce fait contribué à accroître la productivité. Les possibilités de communication, qui se sont fortement multipliées, ont étendu le champ d'application de la concurrence dans les secteurs des biens et des services financiers. Les progrès des communications ont ouvert de nouvelles possibilités de répartir les activités de production en divers lieux, ce qui s'est traduit par une intégration renforcée à l'échelle mondiale. Les nouvelles technologies de la communication simplifient les interactions entre les entreprises et créent de nouvelles possibilités de collaboration, y compris un recours plus intensif au sourcing international. On peut s'attendre à ce que, sous l'effet des vagues de libéralisation actuelles, ce phénomène s'étende aux autres secteurs de services.

Les consommateurs individuels et les petites entreprises débutantes sont les acteurs qui, proportionnellement parlant, tirent le meilleur parti du rôle informatif de l'internet. Des études ont montré que les jeunes PME qui exploitent intensivement les technologies Web grandissent en moyenne deux fois plus vite que celles qui ont une présence minimale sur le net. Il s'avère en outre que ces mêmes PME sont les plus actives à l'exportation. L'internet agit, pour ces entreprises, comme un levier qui leur offre dès le départ la possibilité d'attirer des clients, de trouver des fournisseurs et de recruter des collaborateurs dans le monde entier.

L'internet a montré sa plus-value pratique depuis longtemps pour les utilisateurs également. Comme c'est typiquement le cas lors de la diffusion de nouveaux médias, la popularisation d'internet s'est accompagnée de toutes sortes de futilités qui ont peu à peu laissé la place à des applications fonctionnelles. En tant que média, l'internet a plus que suffisamment gagné en maturité pour apporter une plus-value pratique énorme pour la vie quotidienne.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het internet heeft een aanzienlijke impact op het dagelijkse leven, die soms nog onderschat wordt. In ontwikkelde economieën droeg het internet bij aan gemiddeld 21 % van de jaarlijkse groei in bruto binnenlands product. Het medium biedt aanzienlijke economische perspectieven binnen en buiten de telecomsector. Fundamentele transformaties die de hele waardeketen overspannen, zijn mogelijk gemaakt in vrijwel alle sectoren. Dit geldt niet enkel bij de verhandeling van producten en diensten, maar eveneens bij het design, de ontwikkeling en de distributie ervan. Daardoor heeft het internet bijgedragen aan een grotere productiviteit. De aanzienlijk toegenomen communicatiemogelijkheden hebben de concurrentie voor goederensectoren en financiële diensten op veel ruimere basis geschoeid. Vooruitgang in communicatie heeft nieuwe mogelijkheden gecreëerd om de productieactiviteiten uit te spreiden over diverse locaties. Het resultaat is een toename van wereldwijde integratie. De nieuwe communicatietechnologieën vereenvoudigen de interactie tussen bedrijven en creëren nieuwe mogelijkheden voor samenwerking tussen ondernemingen, inclusief een intensiever gebruik van internationale sourcing. Het ligt in de lijn der verwachting dat dit fenomeen zich zal uitbreiden naar de overige dienstensectoren, door de huidige liberaliseringsrondes.

Individuele consumenten en kleine, startende ondernemingen halen verhoudingsgewijs de grootste voordelen uit de informerende rol van het internet. Uit onderzoek blijkt dat jonge kmo's die intensief gebruik maken van webtechnologieën, gemiddeld meer dan dubbel zo snel groeien als degenen met een minimale online aanwezigheid. Dezelfde kmo's blijken ook het actiefst te exporteren. Het internet functioneert voor hen als een hefboom die van bij het begin een wereldwijd perspectief biedt om klanten aan te trekken, leveranciers te vinden en werknemers aan te trekken.

Ook voor gebruikers is de praktische meerwaarde van het internet reeds geruime tijd uitgekristalliseerd. Zoals typerend voor de verspreiding van nieuwe media, ging de popularisering van het internet gepaard met allerhande buizelarijen die gaandeweg plaats gemaakt hebben voor functionele applicaties. Als medium heeft het internet meer dan voldoende aan maturiteit gewonnen om een enorme praktische meerwaarde te bieden voor het alledaagse leven.

Il appartient aux décideurs politiques de reconnaître les possibilités énormes qu'offre internet et de les exploiter pour stimuler le développement collectif économique et social, sans pour autant négliger les risques en matière de sécurité et de protection de la vie privée. Le développement d'internet au cours des deux dernières décennies a montré que la mise en place d'un environnement internet sain requerrait un cadre réglementaire. Une telle réglementation peut consolider l'accès à l'internet et son infrastructure, intégrer les fonctions innovatrices d'internet dans l'économie et offrir aux consommateurs la protection nécessaire.

Un élément crucial à cet égard est la sécurité juridique lorsque des particuliers ou des entreprises utilisent internet. Pour les entreprises innovantes, surtout celles relevant du secteur numérique, mais même les autres, un service irréprochable peut être d'un intérêt capital, même durant les périodes de congestion du réseau. La fourniture d'un accès fiable au réseau, sans ralentissements, est nécessaire à cet effet. Les consommateurs sont également en droit d'obtenir les services pour lesquels ils paient et qui, idéalement, sont définis clairement et ne sont pas volontairement hypothéqués à cause de problèmes qui résident chez les fournisseurs, les gestionnaires de réseau ou d'autres acteurs du marché des télécommunications. Il ne faut pas non plus que la congestion d'un média de communication affecte la qualité des services fournis sur un autre média, risque qui se manifeste davantage en raison des liens technologiques et économiques de plus en plus étroits qui unissent les différents réseaux de communications, de radiodiffusion et les services correspondants.

L'internet joue par ailleurs un rôle politique, et il constitue plus particulièrement un facteur de démocratisation. Il ouvre des canaux de communication directs entre les autorités et le citoyen, et entre les citoyens entre eux. En tant que forum — au sens premier du terme —, l'internet offre une plateforme de contrôle et d'évaluation des autorités. L'internet renforce par conséquent l'implication du citoyen dans la politique. Cette implication ne se manifeste de surcroît pas seulement sur le terrain du numérique. L'histoire politique récente compte plusieurs exemples du facteur de démocratisation et du pouvoir de mobilisation de l'internet. Le rôle crucial des technologies de la communication dans la chute ou dans la démocratisation de régimes autoritaires dans le Monde arabe est connu de tous. Mais à d'autres endroits aussi, les TIC ont fait trembler le pouvoir autoritaire sur ses fondements, comme lors de la révolution orange en Ukraine (2004), de la révolution safran contre la junte birmane (2007) et des protestations qui ont fait suite à la réélection controversée du président Ahmadinejad en Iran (2009). Le point commun de toutes ces manifestations

Het behoort tot de verantwoordelijkheid van beleidsmakers om deze enorme mogelijkheden van het internet te erkennen en aan te grijpen voor de collectieve economische en sociale ontwikkeling, zonder evenwel de risico's voor veiligheid en privacy te negeren. De ontwikkeling van het internet tijdens de voorbije twee decennia heeft aangetoond aan dat de ontplooiing van een gezonde internetomgeving een regelgevende begeleiding vereist. Dergelijke regelgeving kan de infrastructuur en toegang van het internet verstevigen, de innovatieve functies van het internet verinwendigen in het bedrijfsleven, en consumenten de nodige bescherming bieden.

Een cruciaal element daarvan is de rechtszekerheid bij het gebruik van het internet door zowel particulieren als ondernemers. Voor innovatieve ondernemingen buiten en zeker binnen de digitale sector kan een smeteloze dienstverlening van kapitaal belang zijn, ook in periodes van netwerkcongestie. De voorziening van betrouwbare netwerktoegang zonder vertragingen is daartoe vereist. Evenzeer zijn consumenten gerechtigd tot het verkrijgen van de dienstverlening waarvoor zij betalen en die idealiter helder omschreven is en niet doelbewust wordt gehypothekeerd door problemen die in se gelegen zijn bij leveranciers, netwerkbeheerders of andere actoren op de telecommarkt. Evenmin kan het de bedoeling zijn dat congestie van een communicatiemedium de kwaliteit van de geleverde diensten op een ander medium gaat ondergraven, een risico dat zich sterker manifesteert ten gevolge van de toenemende technologische en economische verwevenheid van de diverse communicatienetwerken, omroepnetwerken en de bijhorende diensten.

Het internet heeft daarnaast ook een politieke, meer bepaald democratiserende rol. Het opent rechtstreekse communicatiekanalen tussen de overheid en de burger, en tussen de burgers onderling. Als forum — in basisbetekenis van het woord — biedt het internet een platform voor toezicht op en evaluatie van overheden. Het internet versterkt bijgevolg de betrokkenheid van de burger bij het beleid. Bovendien manifesteert deze betrokkenheid zich niet enkel in het digitale speelveld. De recente politieke geschiedenis bevat ettelijke voorbeelden van de democratiserende rol en de mobiliserende kracht van het internet. De cruciale rol van communicatietechnologieën bij de val of democratisering van autoritair regimes in de Arabische wereld is overbekend. Maar ICT-technologieën lieten ook al elders autoritair gezag op haar grondvesten daveren, zoals bij de Oranje Revolutie in Oekraïne (2004), de zogenaamde Saffraanrevolutie tegen de Birmese junta (2007) en de Iranese protesten na de omstreden herverkiezing van Ahmadinejad (2009). Kenmerkend voor deze manifestaties waren de pogingen van de betrokken overheden

était les tentatives des pouvoirs concernés de maîtriser les canaux de communication publics pour neutraliser la contestation. Si, dans certains cas, ces tentatives ont échoué, c'est, dans une large mesure, grâce à l'internet libre et ouvert. Ces cas d'école soulignent l'importance d'un internet ouvert, dont la liberté d'expression et d'information sont les piliers porteurs.

Les institutions européennes insistent, elles aussi, sur le facteur de démocratisation de l'internet. Dans la directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009, qui modifie la directive-cadre de 2002, il est souligné que l'internet est "essentiel" pour l'exercice pratique de la liberté d'expression et l'accès à l'information. Qui plus est, selon le Parlement européen et le Conseil, toute restriction imposée à l'exercice de ces droits fondamentaux devrait être conforme à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans la perspective de l'utilisation pratique des technologies numériques par les consommateurs, les parlements nationaux sont sommés de promouvoir la liberté d'accès et de diffusion de l'information, par le média que choisira lui-même l'utilisateur final.

Un tel rôle nécessite d'avoir la garantie que le consommateur peut utiliser l'internet librement et sans entraves. La fiabilité et la liberté d'utilisation sont des concepts centraux à cet égard. Ils ne sont cependant pas incontestés. Actuellement, on estime qu'en Europe, 21 % des utilisateurs de l'internet fixe et 36 % des utilisateurs de l'internet mobile sont confrontés à des blocages et à des ralentissements délibérés du trafic peer-to-peer et VoIP. Les ralentissements délibérés du VoIP et des services messenger par l'opérateur néerlandais KPN sont un exemple connu, qui a donné lieu à des initiatives législatives de la Deuxième Chambre néerlandaise. La Commission européenne confirme en effet que le non-blocage et le non-ralentissement du trafic internet sont des éléments constitutifs du principe de la neutralité de l'internet, ainsi que le prévoit le MEMO/13/779 du 11 septembre 2013.

Nous avons pour ambition de mettre l'accent sur ces valeurs et d'exhorter les responsables politiques à assurer la protection nécessaire des droits du consommateur, tout en permettant la croissance ultérieure de l'internet et d'applications innovantes de façon concurrentielle dans un climat d'investissement sain. À cet effet, des initiatives¹ ont déjà été prises et soumises à l'avis du Conseil d'État, et de nombreuses auditions de spécialistes en la matière ont été organisées. La présente résolution apporte une réponse aux obstacles

om de publieke communicatiekanalen te beheersen in een poging om de protesten te ontzenuwen. Dat dit in bepaalde gevallen niet lukte, kan in grote mate worden toegeschreven aan een open en vrij internet. Deze casussen onderschrijven het belang van een open internet, waar vrijheid van meningsuiting en vrijheid van informatie dragende pijlers zijn.

De democratiserende rol van het internet wordt onderschreven door de Europese instellingen. In de richtlijn 2009/140/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009, die een bijsturing vormt op de Kaderrichtlijn uit 2002, wordt gewezen op het "wezenlijk belang" van het internet voor de praktische uitvoering van het recht op vrijheid van meningsuiting en de toegang tot informatie. Nog, volgens het Europees Parlement en de Raad, moet elke beperking die wordt opgelegd aan de uitvoering van deze grondrechten, in overeenstemming zijn met het Europees verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Met het oog op het praktische gebruik van digitale technologieën door de consumenten, worden de nationale parlementen gesommeerd om de vrije toegang en verspreiding van informatie te bevorderen, via het medium naar keuze van de eindgebruiker zelf.

Een dergelijke rol vereist garanties dat de consument vrij en ongehinderd gebruik kan maken van het internet. Betrouwbaarheid en gebruiksvrijheid zijn hier de centrale concepten. Deze zijn echter niet onbetwist. Vandaag krijgen naar schatting 21 % van de vaste internetgebruikers en 36 % van de mobiele internetgebruikers in Europa te maken met blokkeringen en doelbewuste vertragingen van peer-to-peer- en VoIP-verkeer. De doelmatige vertragingen van VoIP en messenger diensten door de Nederlandse operator KPN, is hiervan een bekend voorbeeld, en gaf aanleiding tot wetgevende initiatieven door de Nederlandse Tweede Kamer. De Europese Commissie bevestigt inderdaad dat het niet-blokken en het niet-vertragen van het internetverkeer constituerende elementen zijn van het principe van netneutraliteit, zoals bepaald in MEMO/13/779 van 11 september 2013.

Het is de ambitie van de ondertekenaars van dit voorstel van resolutie om deze waarden te beklemtonen en de beleidsverantwoordelijken op te roepen te voorzien in de nodige bescherming van de rechten van de consument op een manier die de verdere groei van het internet en innovatieve applicaties mogelijk maakt op een concurrentiële manier in een gezond investeringsklimaat. Hiertoe werden eerder al initiatieven¹ genomen waarover advies werd gevraagd aan de Raad van State, en werden tal van hoorzittingen georganiseerd

¹ Amendements n^{os} 1 et 2 à la proposition de loi 53/1467.

¹ Amendementen 1 en 2 op wetsvoorstel 53K1467.

politiques soulevés par le Conseil d'État². Elle tient compte de l'intrication technologique de la téléphonie, de la télévision et des services internet dont l'infrastructure et la gestion sont communes. Elle tient compte des différentes observations formulées par les spécialistes lors des auditions en commission de la Chambre, ainsi que de l'état de la situation au niveau européen. Elle établit un équilibre entre les principes de non-discrimination et la garantie de la qualité de certains services, comme la télévision, qui requièrent des garanties et mesures techniques pour offrir une expérience satisfaisante au consommateur qui paie pour en bénéficier. Elle offre également la possibilité aux opérateurs de lancer sur le marché des formules tarifaires créatives susceptibles d'attirer un groupe-cible spécifique, afin de veiller à ce qu'un plus grand nombre de personnes accèdent à l'internet et au pouvoir démocratisant et émancipateur offert par cet outil. La lutte contre la fracture numérique constitue l'une de nos principales préoccupations.

La présente résolution vise à jeter des bases permettant au gouvernement fédéral de se concerter avec les gouvernements des communautés en vue de s'efforcer de respecter les principes démocratiques qui y sont énoncés.

met spécialistes ter zake. Deze resolutie biedt een antwoord op de staatkundige belemmeringen zoals opgeworpen door de Raad van State². Ze houdt rekening met de technologische vervlechting van telefonie, televisie en internetdiensten in een gemeenschappelijke infrastructuur en beheer. Er wordt rekening gehouden met de verschillende opmerkingen van de specialisten in de hoorzittingen in de Kamercommissie, alsook met de gang van zaken op Europees niveau. Ze biedt een evenwicht tussen non-discriminatie beginselen en het garanderen van de kwaliteit van bepaalde dienstverlening zoals televisie waarvoor technische garanties en maatregelen nodig zijn om een afdoende beleving te bieden aan de consument die hiervoor betaalt. Tevens worden er mogelijkheden geboden aan de operatoren om creatieve tariefformules te lanceren op de markt die een specifieke doelgroep kunnen aantrekken teneinde hiermee meer mensen de stap te doen zetten naar het internet en de democratiserende en ontvoogdende kracht die het internet biedt. De bestrijding van de digitale kloof is een bezorgdheid die de initiatiefnemers hoog in het vaandel dragen.

Mits deze resolutie wordt een basis gelegd op basis waarvan de federale regering in overleg kan treden met de gemeenschapsregeringen teneinde de democratische principes hierin vervat na te streven.

Peter DEDECKER (N-VA)
Steven VANDEPUT (N-VA)
Bert WOLLANTS (N-VA)
Miranda VAN EETVELDE (N-VA)

² Avis du Conseil d'État n° 50 034/2/V du 30 août 2011.

² Advies van de Raad van State nr. 50 034/2/V van 30 augustus 2011.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'importance d'un internet ouvert pour toute société démocratique libre;

B. vu l'importance d'un internet ouvert pour les jeunes entreprises innovantes présentes sur internet;

C. vu l'expérience néerlandaise relative au blocage³ de VoIP et des services *Messenger* par KPN et la réaction politique qu'il a déclenchée, entraînant la présentation de l'amendement n° 17 de plusieurs membres (Verhoeven, Van Dam, Gesthuizen et Braakhuis) de la *Tweede Kamer* des Pays-Bas lors de la transposition du paquet Télécoms européen dans la législation néerlandaise;

D. vu la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre"), modifiée par la directive 2009/140/CE, disposant que "les autorités réglementaires nationales soutiennent les intérêts des citoyens de l'Union européenne, notamment: [...] la capacité de l'utilisateur final à accéder à l'information et à en diffuser, ainsi qu'à utiliser des applications et des services de son choix";

E. vu les propositions de loi DOC 53 1467/001 de Mme Valérie Déom et consorts, DOC 53 1536/001 de M. Jef Van den Bergh et consorts., les amendements à cette première proposition de loi faisant l'objet des documents DOC 53 1467/002 et DOC 53 1467/003 et l'avis du Conseil d'État reproduit dans le DOC 53 1467/004, ainsi que l'avis de l'IBPT;

F. vu les auditions de représentants de Platform, Belgacom, Beltug, de l'IPBT, de Test-Achats, de la VRT et de MM. Pierre-François Docquir, Pieter Ballon et Jasper Sluijs en commission de l'Infrastructure de la Chambre;

G. vu les différentes études et communications de la Commission européenne et de l'ORECE concernant la neutralité du réseau, énumérées sur le site web de l'ORECE;

³ Il ne s'agissait pas, en réalité, d'un blocage. Toutefois, un supplément devait être payé à KPN pour l'utilisation de Skype et de Whatsapp.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het belang van een open internet voor een vrije democratische samenleving;

B. gelet op het belang van een open internet voor innovatieve, startende online ondernemingen;

C. gelet op de ervaringen in Nederland met de blokkering³ van VoIP en *messenger*-diensten door KPN en de politieke reactie met opname van het amendement nr. 17 van de Nederlandse leden van de Tweede Kamer Verhoeven, Van Dam, Gesthuizen en Braakhuis in de omzetting van het Europese telecompakket in Nederlandse wetgeving;

D. gelet op richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische communicatienetwerken en -diensten (hierna genoemd "Kaderrichtlijn"), gewijzigd bij richtlijn 2009/140/EG, die bepaalt dat "de nationale regelgevende instanties [...] de belangen van de burgers van de Europese Unie onder meer op de volgende wijze [bevorderen]: zij bevorderen het vermogen van de eindgebruikers om toegang te krijgen tot informatie en deze te verspreiden of om gebruik te maken van toepassingen en diensten van hun keuze";

E. gelet op de wetsvoorstellen DOC 53 1467/001 van mevrouw Valérie Déom c.s., DOC 53 1536/001 van de heer Jef Van den Bergh c.s., de amendementen op dit eerste wetsvoorstel vervat in documenten DOC 53 1467/002 en DOC 53 1467/003 en het advies van de Raad van State hierop vervat in document DOC 53 1467/004 alsook het advies van het BIPT;

F. gelet op de hoorzittingen gehouden met vertegenwoordigers van Platform, Belgacom, Beltug, BIPT, Test-Aankoop, VRT en de heren Pierre-François Docquir, Pieter Ballon en Jasper Sluijs in de Kamercommissie Infrastructuur;

G. gelet op de verschillende studies en communicaties van de Europese Commissie en BEREC inzake netneutraliteit, opgelijst op de website van BEREC;

³ Dit betrof in werkelijkheid geen blokkering, doch voor het gebruik van Skype en Whatsapp diende een extra vergoeding betaald te worden aan KPN.

H. vu le rapport final de l'étude réalisée par la *Katholieke Universiteit Leuven* (ICRI), l'Université de Namur (CRIDS) et la *Vrije Universiteit Brussel* (SMIT) dans le cadre du marché public 2012/S2/E9/NET_NEUTRALITY du SPF Économie;

I. vu l'intrication technologique et économique croissante des réseaux de communication, des réseaux de diffusion et des services connexes;

J. vu la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoir en Belgique, étant entendu que le niveau fédéral et les communautés sont compétents en ce qui concerne l'infrastructure des communications électroniques, de sorte que les textes ne peuvent être adoptés qu'en collaboration avec les autres niveaux de pouvoir concernés;

K. vu l'article 9, alinéa 2, de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone "relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision" et les tâches confiées par cet accord au Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;

L. vu l'adoption par la Commission européenne de plusieurs propositions de réglementation visant une harmonisation accrue du marché européen des télécommunications, telles qu'exposées dans le document MEMO/13/779 du 11 septembre 2013, qui consacre le principe de neutralité du net en ce qui concerne le non-blocage et le non-ralentissement du trafic;

M. considérant qu'en Europe, 21 % des utilisateurs de l'internet fixe et 36 % des utilisateurs de l'internet mobile sont confrontés à des blocages et à des ralentissements délibérés des trafics *peer-to-peer* et VoIP;

N. considérant que ces interventions constituent une entrave pour de nouveaux services innovants proposés par des tiers sur l'internet, et donc un obstacle à la création et à l'essor de nouvelles entreprises numériques belges et européennes;

O. considérant qu'une interdiction *stricto sensu* de toute discrimination aurait pour effet d'empêcher les opérateurs d'offrir des services — les leurs ou ceux de tiers — comme la téléphonie ou le *streaming* vidéo

H. gelet op het eindverslag van de studie uitgevoerd door Katholieke Universiteit Leuven (ICRI), de Universiteit Namen (CRIDS) en de Vrije Universiteit Brussel (SMIT) in overheidsopdracht 2012/S2/E9/NET_NEUTRALITY van de FOD Economie;

I. gelet op de toenemende technologische en economische vervlechting van communicatienetwerken en omroepnetwerken en de bijhorende diensten;

J. gelet op de bevoegdheidsverdeling over de verschillende overheden in dit land waaruit blijkt dat zowel de federale overheid als de gemeenschappen bevoegd zijn met betrekking tot de elektronische communicatie-infrastructureur waardoor teksten alleen kunnen worden aangenomen in samenwerking met de andere betrokken bevoegdheidsniveaus;

K. gelet op artikel 9, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap "betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie" en de hierin bepaalde taken voor het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

L. gelet op de aannahme door de Europese Commissie van meerdere regelgevende voorstellen voor meer harmonisatie in de Europese telecommarkt zoals uiteengezet in MEMO/13/779 van 11 september 2013 waarin de verankering van het principe van netneutraliteit voor wat betreft het niet-blokken en niet-vertragen van verkeer opgenomen is;

M. gelet op het feit dat 21 % van de vaste internetgebruikers en 36 % van de mobiele internetgebruikers in Europa vandaag te maken hebben met blokkeringen en doelbewuste vertragingen van *peer-to-peer* en VoIP-verkeer;

N. gelet op het feit dat dit een drempel betekent voor nieuwe innovatieve diensten aangeboden door derden op het net en dus een drempel voor de creatie en groei van nieuwe Belgische en Europese digitale bedrijven;

O. gelet op het feit dat een verbod op discriminatie *stricto sensu* ook zou inhouden dat operatoren geen eigen diensten of diensten van derden, zoals telefonie of *streaming* video met gegarandeerde kwaliteit kunnen

avec une qualité garantie, particulièrement lors de périodes de congestion temporaire du réseau, alors que le consommateur moyen attend que des services tels que la télévision numérique ne subissent ni entrave ni perte de qualité du fait de l'utilisation simultanée de la connexion internet à d'autres fins;

P. considérant qu'une gestion raisonnable du réseau, compte tenu de son architecture spécifique, restera toujours souhaitable si elle a pour but de veiller à la qualité et à l'intégrité du réseau, de limiter les effets de la congestion, de garantir une qualité minimale pour tous les utilisateurs actifs de l'internet et de bloquer le trafic jugé indésirable par l'utilisateur, comme le spam, les contenus nuisibles ou le trafic tombant sous le contrôle parental;

Q. considérant que dans une société libre, c'est toujours le consommateur qui doit pouvoir décider du contenu qu'il veut envoyer et recevoir, et des services, applications, matériel et logiciels qu'il veut utiliser pour ce faire;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de soutenir, au sein du Conseil de ministres européen, les dispositions relatives à la neutralité d'Internet telles qu'elles sont contenues dans la proposition approuvée le 11 septembre 2013 par la Commission européenne;

2. si la proposition de la Commission européenne n'entre pas en vigueur avant les élections européennes, d'organiser sans tarder une concertation avec les autres autorités de ce pays en vue de garantir un internet ouvert permettant à tout utilisateur de consommer n'importe quels services et informations offerts au public avec l'appareillage de leur choix, les objectifs poursuivis lors de cette concertation étant:

a. l'interdiction, pour les opérateurs, de bloquer ou de ralentir délibérément un trafic identifiable sur l'Internet *best effort* régulier ou de réclamer des frais supplémentaires pour celui-ci;

b. une réglementation qui contraint les opérateurs à fournir publiquement sur leur site internet, des informations détaillées sur la gestion du réseau utilisée, cette gestion du réseau ayant pour seul objectif de garantir la sécurité et l'intégrité du réseau, de limiter les effets de la congestion, de garantir un niveau satisfaisant de la qualité de la connexion internet à tous les utilisateurs et de lutter contre le trafic défini comme indésirable par

aanbieden, in het bijzonder in tijden van tijdelijke congestie op het netwerk, terwijl de gemiddelde consument verwacht dat diensten zoals digitale televisie geen hinder of kwaliteitsverlies ondervinden van simultaan gebruik van de internetverbinding voor andere doeleinden;

P. gelet op het feit dat redelijk netwerkbeheer, rekening houdend met de specifieke netwerkarchitectuur, steeds wenselijk zal blijven indien dit tot doel heeft het bewaken van de kwaliteit en integriteit van het netwerk, het beperken van de effecten van congestie, het garanderen van een minimumkwaliteit aan alle actieve internetgebruikers en het afhandelen van door de gebruiker als ongewenst gedefinieerd verkeer zoals spam, schadelijke inhoud of verkeer vallend onder ouderlijk toezicht;

Q. gelet op het feit dat het in een vrije samenleving steeds de consument moet zijn die beslist welke inhoud hij wil verzenden en ontvangen, en welke diensten, toepassingen, hardware en software hij hiervoor wil gebruiken;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. in de Europese Raad van ministers steun te verlenen aan de bepalingen inzake netneutraliteit zoals vervat in het op 11 september 2013 door de Europese Commissie goedgekeurde voorstel;

2. indien het voorstel van de Europese Commissie geen ingang meer vindt voor de Europese verkiezingen, onverwijld overleg te organiseren met de andere overheden in dit land teneinde een open internet te garanderen waarbij elke gebruiker gelijk welke publiekelijk aangeboden informatie en diensten kan consumeren met apparatuur naar keuze waarbij in dit overleg gestreefd wordt naar;

a. een verbod voor operatoren om doelbewust identificeerbaar verkeer te blokkeren of te vertragen op het regulier *best-effort* internet of hier extra kosten voor aan te rekenen;

b. regelgeving die operatoren verplicht publiekelijk op hun websites gedetailleerde informatie te verschaffen over het gehanteerde netwerkbeheer, waarbij dit netwerkbeheer uitsluitend tot doel heeft het zorgen voor de veiligheid en integriteit van het netwerk, het beperken van de effecten van congestie, het garanderen van een afdoend niveau van kwaliteit van internetverbinding aan alle gebruikers en het aanpakken van door

les utilisateurs finals, tels le spam, le contrôle parental ou la sécurité;

c. une réglementation qui garantit que les consommateurs sont correctement informés en ce qui concerne les qualités (comme le débit de données garanti et la fiabilité) de l'internet best effort régulier, également lorsque des services prioritaires garantis (par exemple la télévision) sont utilisés en même temps par le biais de la même connexion;

d. les possibilités offertes aux opérateurs de proposer de nouveaux services innovants de qualité garantie en conservant leur liberté technique et commerciale, à condition que le maintien de l'internet best-effort régulier à un niveau qualitatif suffisant soit garanti;

e. l'habilitation du consommateur à décider quel est le contenu qu'il souhaite envoyer et recevoir et quels sont les services, applications, hardware et logiciels qu'il entend utiliser à cet effet;

f. un contrôle suffisant du respect de ces principes liés à un internet ouvert.

18 novembre 2013

eindgebruikers als ongewenst gedefinieerd verkeer zoals spam, ouderlijk toezicht of veiligheid;

c. regelgeving die garandeert dat consumenten correct worden geïnformeerd over de kwaliteiten (zoals gegarandeerde datasnelheid en betrouwbaarheid) van het reguliere best-effort internet, ook wanneer tegelijk gegarandeerde prioritaire diensten (bijvoorbeeld televisie) via dezelfde verbinding gebruikt worden;

d. mogelijkheden voor operatoren om in technische en commerciële vrijheid nieuwe innovatieve diensten aan te bieden met gegarandeerde kwaliteit mits de garantie dat het reguliere best-effort internet van afdoende kwalitatief niveau blijft;

e. het machtigen van de consument om te beslissen welke inhoud hij wil verzenden en ontvangen, en welke diensten, toepassingen, hardware en software hij hiervoor wil gebruiken;

f. een afdoend toezicht op het respecteren van deze principes van een open internet.

18 november 2013

Peter DEDECKER (N-VA)
Steven VANDEPUT (N-VA)
Bert WOLLANTS (N-VA)
Miranda VAN EETVELDE (N-VA)